

Lettre de Renaud Sivan à Antoine Pinay sur la conférence de Bandung (Jakarta, 27 avril 1955)

Légende: Le 27 avril 1955, Renaud Sivan, ambassadeur de France à Jakarta, adresse à Antoine Pinay, ministre français des Affaires étrangères, une lettre dans laquelle il évoque les moments forts de la conférence de Bandung.

Source: Ministère des Affaires étrangères; Commission de publication des DDF (sous la dir.). Documents diplomatiques français. Volume I: 1955, 1er janvier-30 juin. Paris: Imprimerie nationale, 1987. 849 p. p. 519-523.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_renaud_sivan_a_antoine_pinay_sur_la_conference_de_bandung_jakarta_27_avril_1955-fr-90cbb3a0-8e6a-4747-bc49-af39f4e3513d.html



Date de dernière mise à jour: 01/03/2017

Lettre de Renaud Sivan à Antoine Pinay (Djakarta, 27 avril 1955)

T. n° 226. Réservé.

Djakarta, 27 avril 1955.

Il est trop tôt encore pour essayer de dresser un bilan définitif de la conférence de Bandoung. Je me suis efforcé, dans cette ambiance qui était bien de « ségrégation » mais à rebours, de tenir le Département au courant, au jour le jour, de ce qui se passait autant que je pouvais moi-même me renseigner, ce qui n'a pas été toujours facile. Même des collègues ordinairement aimables et confiants comme les ambassadeurs de l'Inde et d'Égypte, le chargé d'affaires de Birmanie, se montraient le plus souvent distants et cherchaient à m'éviter. Seul, le ministre de Thaïlande n'a pas changé d'attitude, mais je n'en ai pas tiré grand-chose. Quant aux Indonésiens, ils se sont toujours montrés aimables, mais plus que discrets.

Pour en revenir aux résultats de la Conférence elle-même, les principaux faits qui paraissent se dégager sont les suivants:

I. Considérée du point de vue de la politique intérieure indonésienne, la réunion a été un succès pour le gouvernement actuel et le parti au pouvoir P.N.I.

Ainsi que je l'avais indiqué après la conférence de Bogor, les partis d'opposition et le corps diplomatique occidental nourrissaient des doutes, que j'ai moi-même un moment partagés, sur la possibilité d'organiser valablement une telle réunion en affectant de croire que, si elle avait lieu, elle laisserait une impression discordante et révélerait d'insurmontables contradictions.

Certes, celles-ci sont bien apparues, mais il faut avouer qu'en dépit des divergences qui se sont affirmées quelquefois avec un éclat dont j'ai transmis l'écho, en dépit du caractère théorique et vague de la plupart des recommandations et des vœux qu'elle a formulés, sauf sur certains points précis, — et, malheureusement, ceux qui nous intéressent sont du nombre, — elle laisse une impression qui demeure : celle qu'une force asiatique et africaine, surtout asiatique pour le moment, a pris conscience d'elle-même. Peut-être ce sentiment apparaissait-il plus net et, je dirais, plus absolu, qu'il ne l'est réellement, dans ce microcosme très spécial de Bandoung où les représentants des puissances européennes, sans être exclus, au moins des séances publiques et des réceptions de masse, se sentaient cependant indésirables. Au reste, rien n'était épargné pour le leur faire sentir : malgré la prise de position de principe de la plupart des orateurs contre la discrimination raciale, celle-ci a joué à plein, en fait, contre les pays de race blanche, et il était assez curieux d'ailleurs de voir, au moins sous ce jour, l'ambassadeur de l'U.R.S.S. parmi les réprouvés... Il a fallu, on le sait, toute l'insistance de M. Nehru et de M. Sastroamidjojo pour empêcher que le communiqué final ne mentionne, comme le voulaient la Turquie et l'Irak, la « subversion » et l'« infiltration » parmi les manifestations d'une certaine espèce de colonialisme, et nombre d'orateurs ont pris violemment à partie Moscou et le communisme.

II. La Chine a joué un rôle de premier plan à la mesure de son poids spécifique, de ses succès récents et de ses traditions. M. Chou En-Lai s'est assuré sans difficulté la vedette que M. Nehru ne semble pas lui avoir ravie, malgré le charme qu'il s'est efforcé d'exercer sur tous et son expérience indéniable de ce genre de manifestation. Il n'apparaît pas qu'il ait poursuivi ses avantages auprès de l'Égypte : certains membres de la délégation de ce pays ont déclaré, à des personnes qui me l'ont répété, que le colonel Nasser était très déçu des réticences du Premier indien à s'engager dans les querelles entre pays arabes et, en particulier, dans l'affaire de Palestine, au sujet de laquelle il a favorisé l'adoption d'une motion au demeurant extrêmement mesurée, en tout cas, beaucoup trop, à leur gré.

III. Les États « associés », qui en étaient à leurs débuts, ont joué un rôle effacé. J'ai signalé les déclarations violentes et perfides de M. Nguyen Van Thoai et du général Trinh Minh The ¹.

Ce ne sont probablement pas seulement, je le crains, des artifices tactiques imposés par les circonstances et le souci de se mettre à l'unisson du chœur anticolonialiste et antioccidental. J'ai indiqué que malgré mes

efforts, je n'ai pu avoir de contacts valables avec aucune des trois délégations. Le délégué du Laos, qui passait pour spécialement affable et auquel M. Compain, chef du service de presse de Saïgon, demandait s'il voulait me voir alors qu'il se trouvait assis à une table à côté de la mienne, a répondu simplement : « Je l'ai déjà vu. » Je m'étais borné à le féliciter lors d'une séance publique de son discours, d'ailleurs mesuré. Il m'avait du reste remercié très froidement.

Il semble que l'ex-roi du Cambodge ait obtenu de M. Chou En-Lai des assurances verbales en ce qui concerne le respect de l'intégrité et de la souveraineté de son pays par la Chine. Quant au Laos, M. Pham Van Dong aurait indiqué à M. Thai, en présence de M. Nehru, qu'il se désintéressait du Pathet Lao.

Devant la froideur et l'indifférence totale de ces délégations, — entre l'attitude du Vietnam, celle du Laos et celle du Cambodge, il n'y a que des degrés-, on en venait à trouver M. Pham Van Dong et les siens, peut-être parce qu'on en attendait pas grand-chose, presque plus agréables. Au reste, ils ont été extrêmement prudents dans leurs discours et dans les conversations qu'ils ont eues avec certains journalistes français. Ils ont insisté en leur présence sur les perspectives de coopération économique et culturelle de la France avec leur pays.

IV. Les pays d'Afrique, du moins ceux qui avaient des délégués, ont joué un rôle de second plan, tandis qu'au contraire, la « libération » de certains d'entre eux, qui nous touchent de près, a fait l'objet d'une partie importante des discussions et a rallié l'unanimité : c'est ce que prouve l'approbation à main levée du communiqué final. Nous n'avons trouvé aucune délégation, il ne faut pas l'oublier, pour nous défendre et nous avons été bel et bien condamnés par tous. En dehors de l'Égypte, le Liberia, l'Éthiopie, la Gold Coast n'ont joué aucun rôle. Ce qui est intéressant en revanche, c'est la mission qu'ont paru revendiquer au profit de l'Asie certains pays asiatiques en ce qui concerne le développement, la mise en valeur et l'évolution du continent africain, comme si le rôle de l'Europe y était désormais révolu. Il y a loin, évidemment, de la coupe aux lèvres.

V. Il est permis de s'interroger sur l'influence réelle qu'ont pu jouer, par personne interposée, certains pays occidentaux.

Il n'est pas douteux que la Grande-Bretagne ait trouvé, comme d'habitude, des défenseurs naturels dans les anciens dominions émancipés, ainsi que dans l'Irak et la Jordanie. Si le cas d'Aden et des « protectorats » a été évoqué sans nommer l'Angleterre, en revanche, aucune voix ne s'est élevée au sujet du Kenya pour s'intéresser en quoi que ce soit au sort des Mau-Mau. De même, un silence total a été observé dans le communiqué, et même dans les discours, sur le Bornéo et la Malaisie britannique et la partie australienne de la Nouvelle-Guinée. À ce sujet, il faut retenir l'appel lancé à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande en vue d'un rapprochement avec l'Asie : M. Nehru a rappelé à ces pays, dans son discours de clôture, qu'ils étaient géographiquement proches de ce continent et qu'ils n'avaient rien à voir avec l'Europe.

VI. Autant que je sache, il n'a pas été fait allusion au S.E.A.T.O. ; on n'a pas mentionné davantage dans le communiqué la question des élections en Indochine qui aurait cependant provoqué, en commission, ainsi que je l'ai rapporté, une altercation entre M. Nehru et le délégué sud-vietnamien. Il est intéressant d'enregistrer que le communiqué classe un « Vietnam uni » parmi les pays qui pourraient être pourvus d'un siège aux Nations Unies, ce qui implique visiblement que les auteurs du document considèrent l'état de choses actuel comme provisoire. Il est permis de croire qu'ils ne doutent pas, à plus ou moins longue échéance, de la victoire définitive du Nord. Si l'on met de côté les vœux relatifs au désarmement, à l'interdiction des armes atomiques et à la coopération économique, au besoin, avec les puissances occidentales, — toujours utiles après tout si l'on peut en extraire quelque chose, et les organisations internationales — si généreuses et si naïves -, le côté substantiel et positif des travaux, tel qu'il ressort du communiqué final, est au demeurant assez creux. En dehors de ce qui précède, il ne mentionne rien en effet de ce qui a fait jusqu'au dernier moment l'essentiel des préoccupations et des discussions spécifiquement asiatiques : l'affaire de Formose et la condamnation du colonialisme « sous toutes ses formes ».

Sur le premier point les initiatives, peut-être prématurées et, en tout cas, trop publiées de sir John Kotelawala ayant fait long feu (ma communication du 23 avril), on en est resté à la proposition de M. Chou En-Lai, à

laquelle chacun a regretté visiblement de voir les Américains si pressés de répondre, dès avant que la réunion ne se sépare, par une fin de non-recevoir. Sur le plan tactique, il eût été sans doute plus habile, vis-à-vis du clan neutraliste, d'attendre quarante-huit heures et de ne pas donner trop catégoriquement l'impression d'une position irréductible, surtout en ce qui concerne le personnage de Tchang Kai-Chek sur le compte duquel tous les pays intéressés ont une opinion sensiblement différente du *State Department et du China lobby*...

En revanche, il semble que l'attaque qu'ont fait mener les Américains, non seulement par les Philippines, mais aussi par l'Irak et le Pakistan, contre le néo-colonialisme communiste, ait porté sur le plan propagande. C'est un « slogan » qui paraît faire son chemin, quoique l'on n'ait pas osé le reprendre dans le communiqué final. Toutefois, c'est surtout l'attitude du délégué turc qui paraît avoir le plus impressionné, parce qu'il a fait état, avec courage, sinon avec succès, des expériences vécues d'un pays voisin de l'U.R.S.S., cela à un moment où Ankara n'appartenait pas encore au N.A.T.O. Cependant, malgré son insistance, qui ne s'est pas relâchée jusqu'au dernier moment, et celle de M. Mohammed Ali, sur l'intervention de M. Nehru, de M. Sastroamidjojo et surtout de M. Chou En-Laï, le communiqué a été plus que prudent et n'a pas utilisé de formule qui aurait pu sembler dirigée contre la Russie et la Chine. Sans avoir de frontière commune avec l'U.R.S.S., l'Inde n'en est pas loin: par le Thibet, elle touche la Chine. Quant à l'Indonésie, elle doit compter avec une cinquième colonne en puissance de deux millions de Chinois et un parti communiste réduit, mais d'ores et déjà redoutable, puisqu'il contrôle les syndicats et que le gouvernement dépend en fait, pour sa majorité, des sept voix des députés communistes.

En ce qui concerne Formose, M. Chou En-Laï a donné à entendre clairement, — c'est du moins mon impression, — que c'était un problème qui intéressait la Chine seule et les États-Unis, auxquels il a fait l'offre que l'on sait, et qui semble exclure, au moins au stade actuel, toute idée de médiation.

À la séance publique de la Conférence, M. Nguyen Van Thoai, ministre de la Reconstruction du Sud Vietnam, avait prononcé le 19 avril un discours dans lequel, après avoir fait allusion à l'oppression des étrangers pendant près d'un siècle et à l'indépendance recouvrée récemment, puis aux efforts et aux sacrifices sans nombre de la population, il avait souligné le caractère anti international des accords de Genève qui auraient violé la charte des Nations Unies et les recommandations des puissances de Colombo (négociations directes entre les parties intéressées). Il avait ensuite fait état des problèmes créés par l'évacuation des populations du Nord fuyant la dictature d'un gouvernement dit national, mais en fait asservi à une idéologie et à un peuple étrangers.